



## DÉCISION N° M\_DEC2410\_088

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

### VU :

- La loi n°2007-297 du 05 mars 2007 modifiée relative au Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance ;
- Le Plan national de prévention de la radicalisation, « prévenir pour protéger » du 23 février 2018.
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le budget primitif de l'exercice 2024;
- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

### CONSIDÉRANT :

-Que la Préfecture de la Seine-Maritime, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental de la Seine-Maritime sont chargés de gérer les Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation.

### DÉCIDE :

- De répondre à l'appel à projets commun pour le financement des actions de « Promotion des Valeurs de la République et de préventions de la Radicalisation 2024 » pour solliciter une subvention d'un montant de 7 500€.
- D'autoriser M. le Maire à signer les documents afférents à ce dossier

### Imputation budgétaire

Exercice : 2024

Opération :

Sous-fonction et rubriques : 025

Nature et intitulé : 74758, fonctions 3212-6322

Montant de la recette : 7 500 €

A Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,  
Jérôme DUBOST

